Garde-à-vue prolongée pour les occupant-e-s du lycée Arago Toujours plus loin dans la répression ! Jusqu'à quand les directions syndicales vont-elles accepter l'inacceptable ?

Mardi 22 avril après la manifestation, une centaine de personnes ont occupé pacifiquement le lycée Arago à Paris. En fin d'après midi, les flics sont intervenus violemment et ont arrêté l'ensemble des occupant-e-s. Les manifestant-e-s arrêté-e-s ont ensuite attendu plus de 4 heures dans des bus, dans le noir, sans pouvoir manger ou boire, sans pouvoir aller aux toilettes. C'est illégal. Au bout de 4h, ils auraient du être relâchés ou mis en garde-à-vue. Mais les flics se croient désormais tout permis. Ils rigolaient à l'extérieur. Certain-e-s ont été extrait-e-s hors des bus pour être parqués dehors, contraint-e-s d'uriner par terre. Traité-e-s comme des chiens.

Ensuite, dans la nuit, les occupant-e-s d'Arago ont été mis en garde-à-vue. Et nous avons appris ce mercredi soir que leur garde-à-vue a été prolongée : 96 personnes sont concernées dont la plupart sont des mineurs ! Il y a aussi deux journalistes. Dans le même temps, nous avons appris qu'un syndicaliste de Sud Education 93 avait été placé en garde-à-vue pour... détention de lunettes de piscine ! Des comparutions immédiates sont prévues ce jeudi matin à 8h au TGI des Batignolles (métro porte de Clichy).

L'arbitraire policier est désormais total. Une centaine de soutiens se sont réunis dans la nuit de mardi à mercredi devant le commissariat du 18e. Mercredi en fin d'après-midi, un rassemblement de soutien a été organisé devant le lycée Arago. Des parents ont témoigné : ils n'avaient aucune nouvelle de leur enfant !

L'absence de réaction d'ampleur laisse pantois malgré celles du NPA, dont les militant·e·s sont au cœur de la lutte, et la prise de position d'Alexis Corbière (député France insoumise de Montreuil ; beaucoup de lycéens de Montreuil figurent parmi les interpellés). C'est le silence médiatique et politique qui domine. Et les directions syndicales se taisent, comme d'habitude. Elles ne prennent aucune initiative. Le gouvernement a donc les mains libres pour aller toujours plus loin dans la répression : pourquoi se priver face à des directions syndicales aussi soumises ? Cela fait des semaines que les interventions policières se multiplient dans les universités.

Mai 68 est « commémoré ». Rappelons nous d'une chose à cette heure. Le 10 mai, une manifestation étudiante était violemment réprimée par la police (nuit des barricades). Immédiatement, les directions syndicales appelaient à une journée de grève générale le

13 mai pour s'opposer à la répression des étudiant-e-s. Cette journée de grève a permis ensuite un débordement général de la politique des directions syndicales, avec une extension de la grève dans l'ensemble du pays.

La violence de l'État est là, criante : avec ses lois et ses réformes accentuant toujours plus les inégalités et l'injustice social (lois travail, ParcourSup, réforme du bac, CAP2022, etc.) et avec sa police, dans les quartiers populaires le plus durement, et qui peut aussi désormais intervenir librement dans les universités, réprimer fortement le mouvement social, dans l'arbitraire le plus total. Le projet du gouvernement est clair : gouverner pour les capitalistes, accentuer l'exploitation des plus démuni·e·s, réprimer la contestation, et en particulier les plus défavorisé·e·s. Contre ces violence, nous devons construire la lutte, en particulier sur nos lieux de travail, construire la lutte contre Macron et son monde, une lutte massive par la grève généralisée, d'ampleur, seule à même de faire défaillir le gouvernement ! Une autre monde est possible, et nous devons nous battre pour le construire.

Aujourd'hui, les directions syndicales laissent faire. Elles organisent leurs minables journées d'action, saucissonnent les luttes, mènent les travailleurs/ses dans le mur. Les bureaucraties syndicales dans la fonction publique ont mis deux mois pour organiser (après le 22 mars) une nouvelle journée de grève… en prenant bien soin qu'elle ne tombe pas un jour de la grève perlée de la Sncf ! Quel cynisme !

Il faut aujourd'hui se révolter contre ces directions syndicales en dessous de tout. Partout dans nos syndicats, mobilisons nous pour imposer, à tous les échelons, une réaction massive face à la répression et pour la construction d'une véritable grève qui bloque l'économie !

Le 26 mai, mobilisons nous massivement ! Mais ne défilons pas derrière les bureaucrates qui nous trahissent ! Soyons nombreux/ses dans le cortège de tête, avec les soignant-e-s en lutte, avec le comité Adama, avec le Pink Bloc, avec les défenseurs de Gaza, avec les syndicalistes de lutte, avec les lycées et les étudiant-e-s ! Montrons notre force et notre détermination !

Gaston Lefranc, le 24 mai 2018